

**Réforme et techniques
de l'enseignement des sciences sociales ;
son intégration dans le développement économique
la refonte de ses structures**

La conception des sciences sociales varie suivant les systèmes universitaires. Toute une diversité de sciences, ou de disciplines à l'état de gestation se trouve classée sous l'expression « sciences sociales », si bien qu'il apparaît difficile de rallier les spécialistes à une définition exhaustive apte à en couvrir la signification essentielle. Aussi un débat théorique sur les « sciences sociales » prises dans leur généralité ne saurait déboucher sur des conclusions acceptables pour tous ceux, parmi les universitaires, qui consacrent leur vie à étudier ces sciences. Il n'existe même pas un vocabulaire commun à ces différentes conceptions, qui permette à leurs tenants d'engager le dialogue sur leurs fonds. Cependant, tous s'accordent à considérer comme « sciences sociales » toute discipline qui fait de l'homme, placé en situation sociale, le centre de son étude, (sociologie, droit, anthropologie sociale, science politique, démographie, philosophie, psychologie, économie, planification, histoire, géographie sociale, etc...). Si vague soit-elle, cette définition suffit ici. Cette conception est assez large pour permettre à la discussion de s'engager, dès le départ, dans le fonds du problème qui ressortit du processus de développement économique et de la pédagogie.

En effet le débat théorique est certes intéressant à ouvrir entre des universitaires venant d'horizons intellectuels et idéologiques différents, sinon divergeants. En fait ce débat est constamment ouvert ; et la facilité de la diffusion des idées rend une réunion internationale sur ce vaste sujet sinon peu utile, du moins peu passionnante.

Or partout il se pose un problème concert : l'enseignement des sciences sociales est remis en cause, tant dans sa forme, que dans son contenu et sa finalité.

La forme fait référence tant aux institutions chargées de dispenser une formation en sciences sociales qu'aux méthodes qu'elles utilisent.

Il est un fait certain ; c'est que les disciplines que recouvre le terme « sciences sociales » ont pris un développement accéléré autonome depuis quelques décennies ; chacune d'entre elles s'est constituée un domaine large et relativement bien défini ; chacune obéit à ses

propres lois d'évolution, alors qu'au départ toutes n'apparaissaient que comme de simples prolongements de la philosophie, sans capacités propres de s'approfondir.

Un tel phénomène de « différenciation » s'explique d'abord par les progrès de la technologie moderne, qui ont bouleversé les données sociales, économiques, politiques, apparemment les plus solides. Toutes les idées sur la société ont été remises en cause, d'autant plus aisément que les anciens concepts utilisés pour son analyse apparaissaient de plus en plus inadéquats. Donc les « sciences sociales » ont suivi l'évolution de la société ; mais également elles ont été largement influencées par les nouvelles découvertes dans les sciences de la nature ; elles ont tiré profit de l'affinement des méthodes que ces dernières employaient dans leurs investigations ; elles ont même eu l'ambition d'aboutir à ce niveau de précision et de logique qui caractérise les raisonnements des sciences de la nature, et leur facilite l'expression de lois gouvernant les phénomènes, objet de leur étude. Ainsi les « sciences sociales », par leur rapprochement avec les « sciences de la nature », en ont adopté les méthodes rigoureuses, et la tendance à l'efficacité ; probablement, la conséquence en a été donc leur éclatement en diverses sciences autonomes.

Or ce développement n'a pas fait craquer le cadre institutionnel universitaire où les « sciences sociales » étaient enseignées ; ainsi a-t-on continué, pendant longtemps, à refuser de reconnaître l'autonomie de sciences sociales, telles que la psychologie, la linguistique, la démographie, en les maintenant sous le carcan de sigles facultaires qui n'avaient plus de signification. Il est évident que cette difficulté, éprouvée par les institutions scientifiques, à s'adapter aux nouveaux courants de pensées et de connaissances, ne peut que freiner l'avancement de la science, et la diffusion de concepts nouveaux, si utiles pour l'analyse d'une société en état permanent de bouleversement. Cette sclérose institutionnelle était d'autant plus grave qu'elle avait empêché l'étude des problèmes posés par le développement de sociétés maintenues à l'écart de la croissance économique pour une cause ou une autre. Or le développement économique n'est pas un phénomène linéaire. Il est constitué par des changements synchroniques profonds qui touchent l'ensemble des structures économiques, sociales et politiques. La prise de conscience de la profondeur et de l'extension de ce phénomène a suscité une véritable révolution dans les sciences sociales, sans que pourtant leur projection dans les institutions universitaires en ait modifié les structures.

Or, on ne saurait séparer valablement la science de l'institution chargée de sa diffusion ; elles ont une évolution connexe ; si l'une prend du retard par rapport à la seconde, toutes deux ne peuvent que pâtir de cet état de chose. L'organisation universitaire joue un rôle fondamental, tant dans la création que dans la diffusion des sciences sociales ou exactes. Et ce problème a été négligé, car on estime souvent que l'institution importe, pourvu qu'elle ménage une place pour chacune des sciences qu'elle encadre. Or ce raisonnement est faussé par ce

que les bonds en avant de la science sont le fait d'hommes, d'individualités, qui entrent en conflit avec les membres de l'institution traditionnelle où leurs idées ont vu le jour. Parcequ'une institution est constituée par un ensemble d'hommes, liés entre eux de diverses manières, et entretenant des relations plus ou moins organisées, elle a tendance à vouloir se perpétuer dans son être à tout prix, à accepter le poids de la tradition, à s'isoler de la société environnante, et à refuser la nouveauté et ses bouleversements, qui remettent en cause toute une hiérarchie, tout un système d'habitudes intellectuelles, et qui exigent des efforts d'adaptation.

Il est donc vain de vouloir que les différentes sciences sociales, constituées en corps de connaissances spécifiques, se développent harmonieusement dans des cadres universitaires traditionnels. Il est irréaliste également de penser que la rénovation de la pédagogie qu'elles entraînent soit acceptée en toutes ses conséquences dans un milieu intellectuel qui, tout en feignant de leur faire une place, tente de les détourner de leur avenir. Comment passer du cours magistral, prononcé par un maître inspiré devant un parterre de disciples acquis d'avance, à un enseignement dynamique, structuré, fondé moins sur le prestige du professeur que sur la maîtrise qu'il possède d'une technique déterminée et précise ? Le problème ne se résout pas en directives ; il suppose la modification de l'image que le professeur se construit de son activité pédagogique, et de la conception du professeur idéal que porte en lui l'étudiant.

Ainsi l'institution n'est-elle pas un cadre neutre ; elle a une histoire, un passé dont elle ne saurait se débarrasser totalement. Aussi arrive-t-il un moment où son passé constitue un frein à son adaptation à de nouvelles fonctions, à un nouveau type de fonctionnement, à un nouveau contenu. Si on ne saurait aussi aisément qu'on le voudrait la détruire pour la remplacer par un système vierge, en tout cas, on récupérerait les forces nouvelles qui ont surgi en elle, en leur offrant un cadre d'épanouissement adéquat.

La forme et le contenu ne sont dissociables que dans un but d'analyse. Par « contenu » on entendra ici les programmes d'enseignement. Et là on établit le lien entre la forme et la finalité de l'enseignement en sciences sociales.

Certes le fond de cet enseignement s'enrichit de l'apport des réflexions neuves que suscite le développement des sciences sociales, en liaison avec les lignes de force qu'emprunte l'évolution de telle ou telle d'entre elles. Depuis Adam Smith, Ricardo et K. Marx l'économie politique, si elle n'a pas renouvelé ses questions finales, a, en tout cas, élargi et approfondi son point de vue ; la théorie économique, plus ou moins détachée de la vie réelle, ne constitue plus l'alpha et l'oméga des enseignements en sciences économiques ; on a découvert l'efficacité des mathématiques de la décision ; on a perfectionné les outils d'analyse statistique, qui sont venus soit confirmer les déductions abstraites de la théorie économique, soit rénover ses conclusions et les rendre

plus opérationnelles, ou même à la limite les infirmer. Il est reconnu qu'actuellement on ne saurait concevoir un enseignement en sciences économiques sans un soubassement mathématique et statistique de plus en plus important ; qui plus est, ces instruments de réflexion et de recherche ont conduit à une sectorisation de la validité de la théorie économique : les explications synthétiques valables à l'échelle de la Nation, ou à l'échelle de l'histoire, ne sauraient demeurer vraies si elles sont appliquées à l'échelle de l'unité de production ou de la région, ou même au plan des relations internationales. Donc cette « sectorisation » scientifique se reflètera dans l'enseignement prodigué en sciences économiques.

La dialectique d'un tel raisonnement étend sa validité à l'ensemble des sciences sociales, avec pour double conséquence pratique :

— La spécialisation du corps enseignant, qui, de polyvalent autrefois, doit se satisfaire maintenant d'un domaine d'investigation et de diffusion relativement étroit, et à la limite peu passionnant pour des esprits tendant toujours à la domination encyclopédique d'une discipline.

— La spécialisation des étudiants qui doivent choisir une voie étroite, et donc, dès leur accès à l'enseignement supérieur, opter pour telle ou telle technique.

Certes une telle spécialisation ne saurait faire oublier que l'étudiant doit également savoir placer sa formation dans un contexte intellectuel dépassant le domaine qu'il étudie. Il ne s'agit nullement lui prodiguer un enseignement professionnel, même s'il se place à un niveau universitaire. Aussi, car son efficacité en dépend, recevra-t-il des cours dans des disciplines qui constituent les prolongements de sa spécialité future ; ceci est d'autant plus important à souligner que les sciences sociales présentent un caractère de connexité certain. La pluri-disciplinarité de la formation est une nécessité tant pédagogique que professionnelle pour le futur cadre versé dans les sciences sociales.

A ce point se trouve posé le problème majeur : la finalité de l'enseignement en sciences sociales.

Cette famille de sciences en est arrivée à un point de maturité tel qu'il devient impossible, et même dangereux, de continuer à la considérer uniquement d'un point de vue académique.

La spécification des diverses sciences sociales rend injustifiable la « spécialisation pour la spécialisation ». En effet, ou bien le professeur et l'étudiant sont guidés par l'amour de la science, et alors il arrivera rapidement le moment crucial où ils devront choisir de s'enfermer définitivement dans des « jeux de réflexion » qui transforment leur science en scolastique, ou de s'ouvrir largement à la réalité sociale ; ou abordant le problème par sa base, à savoir la société, ils s'engagent définitivement dans la voie du renouvellement constant de leurs thèmes de réflexion, de leurs idées, et de la recherche de l'efficacité, comme l'exige le développement même des sciences sociales.

Par « sciences » on entend non seulement certaines méthodes rigoureuses d'approche des phénomènes, mais également l'efficacité de la connaissance à laquelle on a abouti par l'utilisation de ces phénomènes.

Les sciences sociales disposent actuellement des moyens conceptuels leur permettant enfin de justifier leur existence comme outils du développement économique, et de la création d'une société harmonieuse. Une telle orientation apparaîtrait trop utilitaire : en fait elle est la seule qui garantisse aux sciences sociales d'être considérées réellement comme des sciences, et non comme de simples recueils de considérations plus ou moins philosophiques et banales sur la société actuelle.

De plus, fait essentiel, l'enseignement en sciences sociales absorbe une part de plus en plus importante des budgets universitaires, car la technologie, ajoutée à l'accroissement des effectifs étudiants, s'introduit peu à peu dans sa pédagogie ; l'Etat ne saurait être encouragé à poursuivre ses efforts financiers en faveur de cet enseignement universitaire que dans la mesure où ce dernier forme des cadres capables de prendre part au processus de production, et de créer de nouvelles richesses au profit de toute la société. A partir du moment où l'étudiant a achevé ses études, il peut soit constituer pour la société un poids nouveau, exigeant en prestige et en revenu, soit être source de richesse. Lorsqu'il s'agit d'un cadre versé dans les sciences sociales, il est difficile, mais non impossible, de lui donner une formation opérationnelle ; doit-on pour cela renoncer totalement à poser le problème de son utilité sociale, qui est le fondement le plus solide de son prestige ? Le futur chercheur, le futur enseignant, ou le futur « professionnel » des sciences sociales ne peuvent que tirer avantage d'une telle orientation de leur formation universitaire.

Ainsi doit se créer une dialectique subtile, orientée vigoureusement vers l'efficacité, entre le type d'organisation universitaire spécialisée dans l'enseignement des sciences sociales, les programmes des études qui y sont conduits, et l'évolution générale et spécifique de ces sciences d'un côté, et la finalité de la formation qui y est prodiguée et du type de cadres qui en est issu de l'autre. Cette dialectique s'enclanchera au profit du développement économique.